

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**SEANCE DU 13 NOVEMBRE 2023**

L'an deux mille vingt-trois, le lundi treize novembre à vingt heures trente minutes, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil municipal en séance publique. La séance a été intégralement retransmise en direct sur youtube. Elle est disponible sur le site de la commune.

Date de convocation :
mardi 07
novembre 2023

Présents : Mesdames, Messieurs BONNAFOUS Catherine, CAÏTUCOLI Christiane, DEGUILLARD Julie, DELAUNAY Gaylord, GARNIER Chrystèle, GEZEQUEL Damien, GROSEIL-MOREAU Arlette, JOUAULT Jaroslava, JOURDAN Christiane, LE GUENNEC Jean-Michel LEFEUVRE Gaël, LETENDRE Christophe, MAHEO Aude, METAYER Chrystèle, NOULLEZ Sébastien, PEROT Marlène, PIERRE Frédéric, POINTIER Vincent, POINTIER Virginie, RAOUL Gérard, SERANDOUR Cyril, SIMON Didier, SOUQUET Eric, THERAUD Carine, TORTELLIER Laëtitia, VAN CAUWELLAERT Damien

Mis en ligne :
Lundi 20 novembre
2023

Nombre de Conseillers en exercice : 29

Procurations de vote et mandataires : LEJOLIVET Bertrand donne pouvoir à CAÏTUCOLI Christiane, VALLEE Priscilla donne pouvoir à NOULLEZ Sébastien

Présents : 26
Votants : 28
Quorum : 15

Absents : DA CUNHA Manuel

Monsieur Frédéric PIERRE est nommé secrétaire de séance.

Mme Véronique COGEN-LE NOZER, Directrice Générale des Services, assure la fonction de secrétaire auxiliaire.

Le Conseil constate que les dispositions législatives concernant la convocation (en date du 07 novembre 2023) et la note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération ont bien été remplies.

Point N° 16**Délibération n° 2023-115. Ressources Humaines : Temps de travail et fixation des cycles de travail**

Rapporteur : Gaël LEFEUVRE

- VU** le Code général de la Fonction Publique,
- VU** le Code général des collectivités territoriales,
- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ,
- VU** la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47,
- VU** le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
VU le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat,
VU le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,
VU la délibération de l'assemblée délibérante n°172/2003 en date du 11 décembre 2003 aux temps partiels dans la commune,
VU la délibération de l'assemblée délibérante n°112-2018 en date du 14 novembre 2018 relatif au Compte Epargne Temps,
VU la délibération de l'assemblée délibérante n°72-2020 en date du 23 septembre 2020 relatif aux jours de fractionnements,
VU la délibération de l'assemblée délibérante n°2022-64 en date du 12 novembre 2023 relatif au télétravail,
VU la délibération de l'assemblée délibérante n°2022-65 en date du 27/06/2022 relatif à l'astreinte,
VU la délibération de l'assemblée délibérante en date du 12 novembre 2023 relatif à l'Aménagement et la réduction du temps de travail (ARTT),
VU la délibération relative à la Journée de Solidarité en date du 03 juillet 2023,
VU la délibération de l'assemblée délibérante en date du 13 novembre 2023 relative à l'Aménagement et la réduction du temps de travail (ARTT),
VU l'avis du CST du 12 octobre 2023,
VU l'avis de la commission Ressources Vie économique du 7 novembre 2023,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal **décide à l'UNANIMITE** :

DE MODIFIER le règlement de temps de travail proposé en Annexe.

D'AJOUTER au règlement intérieur de la collectivité, le règlement de temps de travail présenté en annexe.

Pour extrait conforme,

Le Maire

Gaël LEFEUVRE

